La directrice de l'UNIFEM chez le chef de l'Etat burundais

PANA, 08/05/2009Bujumbura, Burundi - La directrice exÃ©cutive du Fonds des Nations unies pour le dÃ©veloppement de la femme (UNIFEM), Mme InÃ¨s Alberdi, a Ã©tÃ© reÃ§ue en audience, vendredi, par le chef de l'Etat du Burundi, Pierre Nkurunziza, au terme d'une visite de travail de 72 heures dans le pays, a-t-on appris de source diplomatique Ã Bujumbura.Au sortir de l'audience, la patronne de l'UNIFEM s'est briÃ¨vement adressÃ©e aux mÃ©dias pour fÃ©liciter les plus hautes autoritÃ©s du pays sur un certain nombre d'initiatives spÃ©cifiques dÃ©jÃ prises dans le sens de l'amÃ©lioration du statut et de la condition des femmes qui reprÃ©sentent 52% des quelque 8,1 millions de Burundais.
C'est le cas de la crÃ©ation d'un ministÃ¨re chargÃ© des Droits de la personne humaine et du Genre, a relevÃ© la patronne de l'UNIFEM.La gratuitÃ© de l'enseignement de base, des soins pour enfants de moins de cinq ans et mÃ¨res qui accouchent, est une autre initiative qui a valu au gouvernement burundais les fÃ©licitations de Mme Alberdi.La mesure de la maternitÃ© gratuitÃ© aurait permis d'augmenter de 41%, le taux global d'accouchements assistÃ©s par du personnel qualifiÃ© en 2007, revendique- t-on fiÃ¨rement du cÃ´tÃ© du ministÃ¨re burundais de la SantÃ© publique.La rÃ©cente mesure d gratuitÃ© de l'Ã©ducation primaire devrait Ã©galement permettre l'amÃ©lioration du taux d'analphabÃ©tisme encore Ã©levÃ© Ã chez les femmes de 15 ans et plus, contre 44% chez les hommes, d'aprÃ¨s un rapport du Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP).Des progrÃ¨s encore plus significatifs ont Ã©tÃ© rÃ©alisÃ©s en politique grÃ¢ce Ã une nouvelle Constitution innovatrice qui confÃ¨re aujourd'hui 30% de responsabilitÃ©s aux femmes dans des institutions-clÃ© du pouvoir, comme le gouvernement et le Parlement.A l'AssemblÃ©e nationale, les femmes reprÃ©sentent 36% des effectifs, contre 30,9% au niveau du gouvernement et 30% au SÃ©nat.Ce taux reste, par contre, trÃ¨s faible au niveau des mairies et des gouvernorats oÃ¹ on retrouve respectivement 11,6% et 17,6% de femmes maire et gouverneur de rÃ©gion.On note Ã©galement que les femmes ont perdu deux postes-clÃ© qu'elles occupaient au dÃ©but de l'actuelle lÃ©gislature Ã savoir, la prÃ©sidence de l'AssemblÃ©e nationale et la vice-prÃ©sidence de la RÃ©publique.L'autre motif de frustration chez les Burundaises est qu'environ 90% d'entre elles s'occupent de l'agriculture, contribuent pour plus de 60% Ã la production agricole, mais sans avoir encore le droit Ã la terre dans un pays oÃ¹ les lois sur la succession, les rÃ©gimes matrimoniaux et les libÃ©ralitÃ©s ainsi que les us et coutumes ne favorisent pour le moment que la descendance mÃ¢le.